

Date de dépôt: 24 avril 2003

Messagerie

Rapport

de la Commission des finances chargée d'étudier le projet de loi du Conseil d'Etat modifiant la loi concernant le traitement et les diverses prestations alloués aux membres du personnel de l'Etat et des établissements hospitaliers (B 5 15)

Rapport de M. Robert Iselin

Mesdames et
Messieurs les députés,

Sous la présidence de M. Jean Spielmann, la Commission des finances a traité à deux reprises le projet de loi 8792 présenté par le Conseil d'Etat, soit les mercredi 2 et 9 avril 2003.

M^{me} Martine Brunschwig Graf, présidente du Département des finances, assistée par M. Claude Auer, directeur général de l'office du personnel / DF pour la séance du 9 avril et par M^{me} Gaëlle Raboud, économiste / DF, a apporté une contribution appréciable aux débats de la Commission, qu'elle avait orientés de manière exhaustive sur le problème à résoudre par un courrier daté du 24 mars 2003.

Les procès-verbaux ont été tenus avec la maestria habituelle par M^{me} Eliane Monnin.

La Commission apprécie vivement la qualité de ces collaborations et exprime ses remerciements à leurs auteurs.

Un débat initial et de nature générale s'est déroulé lors de la séance du 2 avril à l'initiative de M^{me} Brunschwig Graf, débat qui a permis à cette dernière de bien circonscrire, dans le cadre évoqué par la lettre du 24 mars, la question à résoudre, à savoir que la marge de négociation consentie au Conseil d'Etat en matière de salaire, soit 30% de ceux en vigueur le 1^{er} janvier 1987 (loi B 5 15, article 14, al. 3) était maintenant, par le jeu des augmentations et adaptations consenties au cours des ans depuis cette date, pratiquement épuisée. Elle s'établit en effet en ce moment à 0,14%, de sorte que le Conseil d'Etat n'a plus la moindre marge de manœuvre dans le cadre d'éventuelles négociations salariales.

En dépit du fait que le problème du statut de la fonction publique, rendu plus actuel encore par la récente réforme de la loi qui régit le personnel de la Confédération, soit présent à l'esprit de plusieurs commissaires, la Commission s'est rangée à l'opinion d'autres membres, à savoir que le statut de la fonction publique ne sera pas discuté dans le cadre de l'examen du projet de loi 8792.

Il reste que des limites de compétence portant sur l'indexation annuelle des salaires doivent être consenties au gouvernement et sur proposition du président, le problème est inscrit à l'ordre du jour de la séance du mercredi 9 avril 2003.

Lors de cette dernière séance, la Commission a donc procédé à un examen plus approfondi du problème, lequel, comme cela avait déjà été relevé antérieurement, a son origine dans un pourcentage fixé dans le 3^e paragraphe de la loi B 5 15, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1987. La disposition complète a la teneur suivante :

Loi B 5 15, Indexation des traitements

Chapitre II Adaptation au coût de la vie

Art. 14 Principe

¹ Le Conseil d'Etat est autorisé à adapter au coût de la vie les traitements prévus aux articles 2 et 3 selon les modalités ci-après.

Indexation semestrielle

² A cette fin, il est autorisé à modifier à la fin de chaque semestre, pour le semestre suivant, les traitements en les adaptant proportionnellement à l'évolution de l'indice genevois des prix à la consommation, calculée comme suit :

- a) pour le 1^{er} semestre, sur la base de la différence entre l'indice du mois de novembre de l'année précédente et celui du mois de mai de l'année en cours ;*

b) pour le 2^e semestre, sur la base de la différence entre l'indice du mois de mai et celui du mois de novembre de l'année en cours.

³ L'échelle prévue par la présente loi correspond à l'indice du mois de novembre 1986 ; l'indexation porte sur le traitement minimum de la classe 1, position 0 ; les écarts, puis les augmentations annuelles sont ensuite déterminés conformément à l'article 2, alinéa 2. Ces majorations ne peuvent, toutefois, excéder 30% du total des montants déterminés par la présente loi.

Dans l'ensemble de la documentation mise à sa disposition en annexe à la lettre du 24 mars déjà citée, une des pièces les plus importantes est constituée par la « situation des indexations, allocations de renchérissement, allocations de rattrapage et bonus social versés sur les salaires à l'Etat de Genève ».

Il ressort de ce tableau et des explications complémentaires fournies aux commissaires que

1. Les indexations cumulées s'élèvent à 29,82% (marge 0,18).
2. La marge par rapport aux salaires au 1^{er} janvier 2003 tombe à 0,14%
3. Le retard d'indexation entre l'échelle des traitements de janvier 2003 et celle qui aurait pris en compte l'indexation réelle s'élève à 9,1%
4. l'allocation de renchérissement a été supprimée en 1990. Elle a été remplacée, à la suite d'un compromis, par une indexation semestrielle, ce qui se traduit par une perte de l'indexation, pour les salariés, de deux fois trois mois par année.
5. Le « rattrapage » n'est plus appliqué depuis le 1^{er} juillet 1991
6. Le bonus social, introduit pour atténuer la suppression du rattrapage, et qui n'est versé que jusqu'à la classe 13, n'est pas inclus dans le calcul de l'indexation car dans le cas contraire, il y aurait une indexation pour les classes de salaire 1 à 13, et une autre pour les autres classes (de 14 à 33). Les écarts, au plan du retard d'indexation, sont donc identiques, quelle que soit la classe de fonction.

Sur cet arrière-fond, un premier échange de vues se développe sur le bien-fondé d'une marge générale pour les indexations successives (art. 14, al. 3), car à défaut d'une telle marge, la justification d'une majoration peut évidemment être débattue chaque année lors de l'examen du budget.

De l'avis d'une large majorité de la Commission, la suppression d'un tel plafond pourrait entraîner des débats interminables en séance plénière. De l'avis de quelques commissaires, cette suppression ne serait au surplus guère comprise dans l'atmosphère actuelle. La Commission se rallie ici également à l'idée que le gouvernement doit disposer d'un certain espace de manœuvre et ne pas être chapitré sur le sujet chaque année en séance plénière. L'idée de renoncer à un pourcentage global pour les majorations est donc abandonnée, et la Commission se consacre alors à la fixation d'une marge pour les majorations (art. 14, al. 3, nouvelle teneur).

Une discussion nourrie se développe ici sur les justifications qui pourraient militer en faveur du renouvellement pur et simple de la marge valable jusqu'à maintenant (30%) ou sa réduction plus ou moins sensible. Le taux actuel de l'inflation, l'utilité d'avoir sur le sujet un débat plus rapproché que jusqu'à maintenant (en fixant une marge sensiblement plus basse) et la latitude à laisser au Conseil d'Etat de pouvoir négocier doivent être relevés parmi les principaux arguments avancés.

Sollicitée par un commissaire de faire connaître les intentions du Conseil d'Etat en la matière, M^{me} Brunschwig Graf, conseillère d'Etat, indique que le gouvernement est désireux d'avoir une certaine marge de manœuvre, mais qu'un plafond à 30% n'est pas très raisonnable vu la conjoncture actuelle. Elle aurait donc tendance à suggérer 15% et cela d'autant plus que l'on peut déjà déduire de ce pourcentage celui qui a déjà été versé le 1^{er} janvier 2003, soit 0,7%, et celui qui sera selon toute probabilité versé au 1^{er} juillet 2003, qui serait de l'ordre de 0,5%.

Des propositions sont faites de fixer le plafond à 5% ou à 10%, voire de le supprimer totalement, à quoi un commissaire relève que tout le monde ne lira pas la suppression du plafond dans le sens où le membre la proposant l'entend.

Le président, résumant en partie le sens de la discussion sur la fixation d'un plafond, relève que donner une marge au Conseil d'Etat consiste aussi à lui donner la compétence de négocier. C'est en fait lui consentir un mandat dans le cadre duquel il peut appliquer la loi qui prévoit l'indexation des salaires de la fonction publique. Si tel n'était pas le cas, il faudrait rediscuter chaque année, à la fois et du principe et du montant.

Au vote, aucun amendement formel de suppression du plafond n'étant finalement formulé, une proposition de fixer la marge à 10% est refusée par 10 voix contre 4, l'amendement du département (15%) étant subséquemment accepté par 12 voix et 2 abstentions.

Au vote final, le projet de loi est accepté par 12 voix et une abstention, le commissaire s'étant abstenu relevant que son vote en la matière est dicté par le fait qu'étant membre de la fonction publique, il est en quelque sorte juge et partie.

Sur proposition du président, l'entrée en vigueur de la loi avait, au surplus, été fixé au lendemain de sa promulgation, une formulation qui au demeurant, selon ses propres paroles, reste à vérifier.

Au vu de ce qui précède, la Commission des finances vous invite, Mesdames et Messieurs les députés, à voter ce projet de loi.

Projet de loi (8792)

modifiant la loi concernant le traitement et les diverses prestations alloués aux membres du personnel de l'Etat et des établissements hospitaliers (B 5 15)

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
décrète ce qui suit :

Art. 1 Modifications

La loi concernant le traitement et les diverses prestations alloués aux membres du personnel de l'Etat et des établissements hospitaliers, du 21 décembre 1973, est modifiée comme suit :

Art. 2, al. 1(nouvelle teneur)

¹ Les traitements annuels sont déterminés selon l'échelle suivante, état au 1^{er} juillet 2002 :

| Classe | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 |
|----------------------------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| <i>Augmentation annuelle</i> | 1191 | 1203 | 1214 | 1224 | 1231 | 1237 | 1293 |
| Position | | | | | | | |
| 0 | 39694 | 41481 | 43347 | 45298 | 47336 | 49466 | 51692 |
| 1 | 40885 | 42684 | 44561 | 46522 | 48567 | 50703 | 52985 |
| 2 | 42076 | 43887 | 45775 | 47746 | 49798 | 51940 | 54278 |
| 3 | 43267 | 45090 | 46989 | 48970 | 51029 | 53177 | 55571 |
| 4 | 44458 | 46293 | 48203 | 50194 | 52260 | 54414 | 56864 |
| 5 | 45649 | 47496 | 49417 | 51418 | 53491 | 55651 | 58157 |
| 6 | 46840 | 48699 | 50631 | 52642 | 54722 | 56888 | 59450 |
| 7 | 48031 | 49902 | 51845 | 53866 | 55953 | 58125 | 60743 |
| 8 | 49222 | 51105 | 53059 | 55090 | 57184 | 59362 | 62036 |
| 9 | 50413 | 52308 | 54273 | 56314 | 58415 | 60599 | 63329 |
| 10 | 51604 | 53511 | 55487 | 57538 | 59646 | 61836 | 64622 |
| 11 | 52795 | 54714 | 56701 | 58762 | 60877 | 63073 | 65915 |
| 12 | 53986 | 55917 | 57915 | 59986 | 62108 | 64310 | 67208 |
| 13 | 55177 | 57120 | 59129 | 61210 | 63339 | 65547 | 68501 |
| 14 | 56368 | 58323 | 60343 | 62434 | 64570 | 66784 | 69794 |
| 15 | 57559 | 59526 | 61557 | 63658 | 65801 | 68021 | 71087 |

| <i>Classe</i> | <i>8</i> | <i>9</i> | <i>10</i> | <i>11</i> | <i>12</i> | <i>13</i> | <i>14</i> |
|------------------------------|----------|----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| <i>Augmentation annuelle</i> | 1351 | 1412 | 1475 | 1542 | 1611 | 1683 | 1759 |
| <i>Position</i> | | | | | | | |
| 0 | 54019 | 56449 | 58990 | 61644 | 64418 | 67317 | 70346 |
| 1 | 55370 | 57861 | 60465 | 63186 | 66029 | 69000 | 72105 |
| 2 | 56721 | 59273 | 61940 | 64728 | 67640 | 70683 | 73864 |
| 3 | 58072 | 60685 | 63415 | 66270 | 69251 | 72366 | 75623 |
| 4 | 59423 | 62097 | 64890 | 67812 | 70862 | 74049 | 77382 |
| 5 | 60774 | 63509 | 66365 | 69354 | 72473 | 75732 | 79141 |
| 6 | 62125 | 64921 | 67840 | 70896 | 74084 | 77415 | 80900 |
| 7 | 63476 | 66333 | 69315 | 72438 | 75695 | 79098 | 82659 |
| 8 | 64827 | 67745 | 70790 | 73980 | 77306 | 80781 | 84418 |
| 9 | 66178 | 69157 | 72265 | 75522 | 78917 | 82464 | 86177 |
| 10 | 67529 | 70569 | 73740 | 77064 | 80528 | 84147 | 87936 |
| 11 | 68880 | 71981 | 75215 | 78606 | 82139 | 85830 | 89695 |
| 12 | 70231 | 73393 | 76690 | 80148 | 83750 | 87513 | 91454 |
| 13 | 71582 | 74805 | 78165 | 81690 | 85361 | 89196 | 93213 |
| 14 | 72933 | 76217 | 79640 | 83232 | 86972 | 90879 | 94972 |
| 15 | 74284 | 77629 | 81115 | 84774 | 88583 | 92562 | 96731 |

| <i>Classe</i> | <i>15</i> | <i>16</i> | <i>17</i> | <i>18</i> | <i>19</i> | <i>20</i> | <i>21</i> |
|---------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| <i>Augmentation</i> | 1838 | 1921 | 2007 | 2098 | 2192 | 2291 | 2394 |
| <i>annuelle</i> | | | | | | | |
| <i>Position</i> | | | | | | | |
| 0 | 73512 | 76820 | 80276 | 83889 | 87664 | 91609 | 95731 |
| 1 | 75350 | 78741 | 82283 | 85987 | 89856 | 93900 | 98125 |
| 2 | 77188 | 80662 | 84290 | 88085 | 92048 | 96191 | 100519 |
| 3 | 79026 | 82583 | 86297 | 90183 | 94240 | 98482 | 102913 |
| 4 | 80864 | 84504 | 88304 | 92281 | 96432 | 100773 | 105307 |
| 5 | 82702 | 86425 | 90311 | 94379 | 98624 | 103064 | 107701 |
| 6 | 84540 | 88346 | 92318 | 96477 | 100816 | 105355 | 110095 |
| 7 | 86378 | 90267 | 94325 | 98575 | 103008 | 107646 | 112489 |
| 8 | 88216 | 92188 | 96332 | 100673 | 105200 | 109937 | 114883 |
| 9 | 90054 | 94109 | 98339 | 102771 | 107392 | 112228 | 117277 |
| 10 | 91892 | 96030 | 100346 | 104869 | 109584 | 114519 | 119671 |
| 11 | 93730 | 97951 | 102353 | 106967 | 111776 | 116810 | 122065 |
| 12 | 95568 | 99872 | 104360 | 109065 | 113968 | 119101 | 124459 |
| 13 | 97406 | 101793 | 106367 | 111163 | 116160 | 121392 | 126853 |
| 14 | 99244 | 103714 | 108374 | 113261 | 118352 | 123683 | 129247 |
| 15 | 101082 | 105635 | 110381 | 115359 | 120544 | 125974 | 131641 |

| Classe | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 |
|----------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| <i>Augmentation annuelle</i> | 2501 | 2614 | 2732 | 2855 | 2983 | 3117 |
| Position | | | | | | |
| 0 | 100039 | 104541 | 109245 | 114161 | 119298 | 124667 |
| 1 | 102540 | 107155 | 111977 | 117016 | 122281 | 127784 |
| 2 | 105041 | 109769 | 114709 | 119871 | 125264 | 130901 |
| 3 | 107542 | 112383 | 117441 | 122726 | 128247 | 134018 |
| 4 | 110043 | 114997 | 120173 | 125581 | 131230 | 137135 |
| 5 | 112544 | 117611 | 122905 | 128436 | 134213 | 140252 |
| 6 | 115045 | 120225 | 125637 | 131291 | 137196 | 143369 |
| 7 | 117546 | 122839 | 128369 | 134146 | 140179 | 146486 |
| 8 | 120047 | 125453 | 131101 | 137001 | 143162 | 149603 |
| 9 | 122548 | 128067 | 133833 | 139856 | 146145 | 152720 |
| 10 | 125049 | 130681 | 136565 | 142711 | 149128 | 155837 |
| 11 | 127550 | 133295 | 139297 | 145566 | 152111 | 158954 |
| 12 | 130051 | 135909 | 142029 | 148421 | 155094 | 162071 |
| 13 | 132552 | 138523 | 144761 | 151276 | 158077 | 165188 |
| 14 | 135053 | 141137 | 147493 | 154131 | 161060 | 168305 |
| 15 | 137554 | 143751 | 150225 | 156986 | 164043 | 171422 |

| Classe | 28 | 29 | 30 | 31 | 32 | 33 |
|------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| <i>Augmentation annuelle</i> | 3257 | 3404 | 3557 | 3717 | 3884 | 4059 |
| Position | | | | | | |
| 0 | 130277 | 136139 | 142265 | 148667 | 155357 | 162348 |
| 1 | 133534 | 139543 | 145822 | 152384 | 159241 | 166407 |
| 2 | 136791 | 142947 | 149379 | 156101 | 163125 | 170466 |
| 3 | 140048 | 146351 | 152936 | 159818 | 167009 | 174525 |
| 4 | 143305 | 149755 | 156493 | 163535 | 170893 | 178584 |
| 5 | 146562 | 153159 | 160050 | 167252 | 174777 | 182643 |
| 6 | 149819 | 156563 | 163607 | 170969 | 178661 | 186702 |
| 7 | 153076 | 159967 | 167164 | 174686 | 182545 | 190761 |
| 8 | 156333 | 163371 | 170721 | 178403 | 186429 | 194820 |
| 9 | 159590 | 166775 | 174278 | 182120 | 190313 | 198879 |
| 10 | 162847 | 170179 | 177835 | 185837 | 194197 | 202938 |
| 11 | 166104 | 173583 | 181392 | 189554 | 198081 | 206997 |
| 12 | 169361 | 176987 | 184949 | 193271 | 201965 | 211056 |
| 13 | 172618 | 180391 | 188506 | 196988 | 205849 | 215115 |
| 14 | 175875 | 183795 | 192063 | 200705 | 209733 | 219174 |
| 15 | 179132 | 187199 | 195620 | 204422 | 213617 | 223233 |

Art. 14, al. 3 (nouvelle teneur)

³ L'échelle prévue par la présente loi correspond à celle en vigueur dès le 1^{er} juillet 2002; l'indexation porte sur le traitement minimum de la classe 1, position 0; les écarts, puis les augmentations annuelles, sont ensuite fixés conformément à l'article 2, alinéa 2. Ces majorations ne peuvent toutefois excéder 15 % du total des montants déterminés par la présente loi.

Art. 2 Entrée en vigueur

La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa promulgation dans la Feuille d'avis officielle.